



DECLARATION LIMINAIRE DU SNUipp FSU 65

CAPD DU 2017

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD

Cette rentrée scolaire 2017 a été préparée par l'ancien gouvernement et comme il se doit, à chaque élection nationale, la nouvelle majorité a souhaité y mettre sa patte. Ainsi entre le 9 mars 2017, date de la publication de la circulaire de rentrée, et aujourd'hui, le nouveau Ministre de l'Education Nationale a autorisé le retour à la semaine de 4 jours dès la rentrée 2017, comme si c'était une urgence absolue pour la réussite scolaire des élèves. Cette décision précipitée s'est traduite sur le terrain par des voltes faces de l'administration et de la préfecture qui, après avoir affirmé que les décisions des Conseils d'école et des municipalités de revenir à la semaine des 4 jours avant la parution du Décret seraient entachées de nullité, ont informé la profession que finalement, non, ces décisions seraient validées.

Monsieur Blanquer a imposé des classes de CP et CE1 à 12 élèves en REP+ sans envisager une seconde à évaluer le dispositif PDMQDC que les collègues commençaient à peine à s'approprier. Il a assorti ce dispositif à l'objectif ambitieux de 100% de réussite en lecture en fin de CP. Si l'on en croit ses déclarations dans la presse cet été, c'est l'apport des neurosciences qui permettrait de réaliser cette ambition. Derrière cette annonce, il y a tout d'abord les travaux de Stanislas Dehaene, indûment présenté par les médias comme neuroscientifique alors qu'il est psychologue de formation, travaux qu'affectionne particulièrement le nouveau Ministre gagné par le scientisme comme d'autres le sont par la débauche et qui tendent de s'imposer comme prescripteurs de méthodes d'apprentissages, oubliant sciemment par ailleurs les déterminismes sociaux qui impactent la réussite des élèves. Ainsi, encore une fois, les méthodes de lecture sont remises en pâture à la vindicte médiatique, alors que la paix avait péniblement été rétablie après les déclarations fracassantes de Monsieur De Robien sur le même thème. Une question reste cependant en suspens : quid des enseignants de CP qui n'atteindront pas les 100% de réussite en cette fin d'année scolaire ?

Les enseignants ont également appris que, comme tous les fonctionnaires, ils étaient avant tout un coût pour la nation avant d'être un investissement et qu'à ce titre, leur rémunération serait amputée par une augmentation de la CSG et que leur point d'indice serait bloqué à nouveau pour un temps indéterminé. Ainsi, l'augmentation négociée en 2016 n'était qu'une brève parenthèse. Ce n'est donc pas en faisant ce métier que les jeunes Français répondront au souhait présidentiel de devenir milliardaire, et pour se payer un « costard », il leur faudra attendre quelques années. Ils ont également compris que le gouvernement de ce pays les considèrerait comme des tire-au-flanc incorrigibles, voire des fainéants, et qu'un retrait d'une journée de salaire en cas de maladie les dissuaderait de s'arrêter de travailler. La pensée complexe du président ne semble pas être en mesure de prendre plusieurs informations en même temps : à savoir pas de médecine de travail pour les enseignants, à savoir un travail dans le milieu particulièrement contaminant que celui des jeunes enfants, à savoir le vieillissement d'une population qui a vu son âge de la retraite repoussé à plus de 62 ans, à savoir l'ignominie institutionnelle d'un comité médical départemental qui allie abus de pouvoir à maltraitance des personnels sans que cela ne soit un seul moment remis en cause bien que sa réputation ne soit plus à faire. Certes, il y a les gens qui réussissent et ceux qui ne sont rien, et tout laisse à croire que les enseignants font partie de ces gens qui ne sont rien.

De plus, le Ministre des comptes publics laisse entrevoir la possibilité de faire davantage encore d'économies sur le dos des fonctionnaires en remettant en cause la signature de l'Etat sur les revalorisations des carrières (PPCR) et sur le calendrier défini. S'il veut être respecté, le Chef de l'Etat doit avant tout respecter

la parole donnée et en l'occurrence, la parole de l'Etat sur le calendrier de la mise en place du PPCR ne doit pas être remis en cause.

Cependant, si même les fonctionnaires de l'Armée peu réputés pour être frondeurs, commencent à montrer des signes d'exaspération, les autres travailleurs insultés à longueur de discours présidentiel risquent d'être nettement plus remuants et ils ont commencé à le montrer lors de la journée du 12 septembre contre les ordonnances sur la Loi travail ! D'autres mobilisations sont à venir face aux projets annoncés de ce gouvernement.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, malgré ce tour d'horizon assez sombre, le SNUipp 65 vous souhaite bien évidemment la bienvenue dans les Hautes-Pyrénées, département durement éprouvé depuis 15 ans par les cartes scolaires successives, département échaudé par un protocole vendu comme une solution à l'érosion des moyens mais qui s'est révélé être une formidable machine à laminier à la ville comme à la campagne le maillage scolaire public.